

ININFO



Le nombre d'agents de l'État par habitant est moins élevé en région Centre

Avec 33 agents pour mille habitants, le Centre a, en 2005, un taux d'administration de la fonction publique d'État parmi les plus faibles des régions françaises. Début 2005, les 81 300 agents civils de l'État occupent 8,9 % des emplois de la région, proportion inférieure à la moyenne de province. En six ans, le nombre des emplois de la fonction publique d'État a baissé de 2,3 % dans la région tandis qu'il est resté stable sur l'ensemble de la province. Parallèlement, l'effectif des emplois régionaux a augmenté sensiblement. Dans la fonction publique d'État, près d'un agent sur deux est un enseignant. Les femmes occupent six postes sur dix. Les agents de l'État sont plus âgés que les salariés du privé : 30 % ont plus de 50 ans et 15 % moins de 30 ans. Dans le Cher, près de 10 % des emplois relèvent de la fonction publique d'État, alors que la proportion descend à 8,4 % en Eure-et-Loir et dans le Loir-et-Cher. En 2005, le total des dépenses de l'État comptabilisées dans les comptes des six trésoriers-payeurs généraux, au titre du budget général et des dotations versées aux collectivités locales, s'élève à 7,29 milliards d'euros.

Thierry de Corlieu INSEE, Sophie Alix Trésorerie générale de la région Centre

Début 2005, la fonction publique d'État emploie 81 300 agents civils en région Centre, soit 42 % des 195 000 agents civils de la fonction publique. Les autres emplois publics se répartissent entre la fonction publique territoriale (35 %) et la fonction publique hospitalière (23 %). Le poids de la fonction publique d'État dans l'emploi de la région est relativement réduit. Les agents de l'État occupent 8,9 % des emplois régionaux, alors que cette proportion s'élève à 9,5 % pour l'ensemble des régions de province.

Au sein de la fonction publique d'État, le personnel des ministères représente l'effectif le plus nombreux ; il inclut les enseignants du ministère de l'Éducation nationale. Relèvent également de la fonction publique d'État les agents administratifs ou techniques des lycées et collèges, les enseignants des établissements d'enseignement privé sous contrat ainsi que le personnel des établissements publics administratifs nationaux.

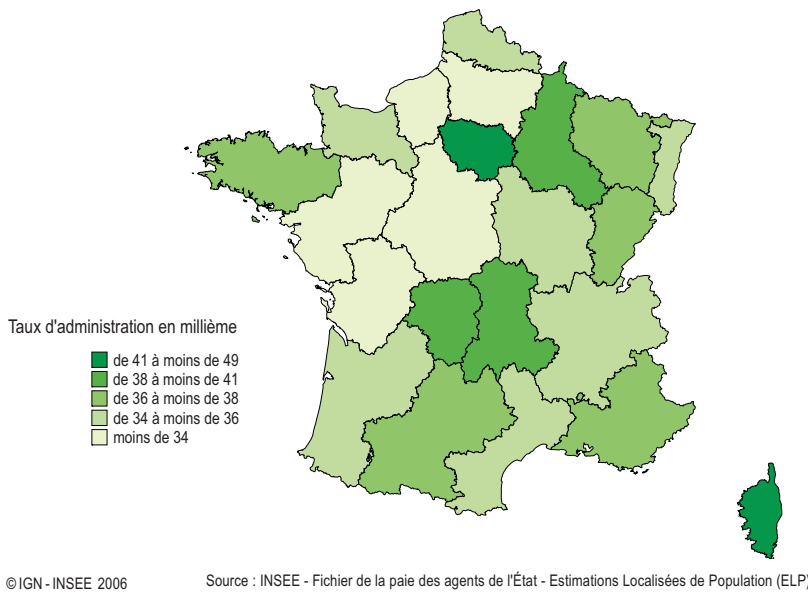
Cette étude a été réalisée dans le cadre du pôle Gestion Publique et Développement Économique.

Effectifs de la fonction publique au 1^{er} janvier 2005 en région Centre

Fonction publique d'État (emplois civils)	81 300
Ensemble ministères (emplois civils)	70 500
<i>dont Éducation nationale</i>	44 900
<i>dont Économie, Finances et Industrie</i>	6 400
<i>dont Intérieur</i>	4 800
<i>dont Équipement, Logement, Transports et Mer</i>	4 500
<i>dont Justice</i>	2 500
<i>dont Défense (emplois civils)</i>	4 600
Établissements d'enseignement du second degré de l'Éducation nationale (agents administratifs et techniques)	2 200
Enseignants des établissements de l'enseignement privé sous contrat	4 200
Établissements publics administratifs nationaux	4 400
Fonction publique territoriale	67 800
Établissements régionaux et départementaux	10 600
<i>dont Conseils généraux</i>	8 000
Établissements communaux et de coopération intercommunale	56 200
<i>dont communes</i>	45 600
<i>dont organismes intercommunaux</i>	7 800
Autres établissements de la fonction publique territoriale	1 000
Fonction publique hospitalière	45 800
Hôpitaux publics	39 200
Établissement public local et médico-social	6 600
Ensemble de la fonction publique (emplois civils)	194 900

Source : INSEE - Fichier de la paie des agents de l'État, Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP)

Taux d'administration de la fonction publique d'État au 1^{er} janvier 2005



Un taux d'administration de la fonction publique d'État plus faible en région Centre

Le nombre d'agents de l'État par habitant est moins élevé en région Centre (32,8 ‰) que sur l'ensemble des régions de province (35,2 ‰). Ce taux d'administration plus faible est associé à une part plus réduite de la fonction publique d'État dans l'emploi régional, le nombre d'emplois par habitant étant, en région Centre, proche de la moyenne de province.

Le Centre a le taux d'administration le plus bas après les Pays de la Loire (31,7 ‰) et la Picardie (32,0 ‰). Ce taux dépasse 38 ‰ en Corse, en Champagne-Ardenne, dans le Limousin et en

Auvergne. L'ensemble du personnel de l'enseignement, enseignant et non enseignant, est relativement peu présent en région Centre : le taux d'administration est de 20,7 ‰ contre 22,3 ‰ pour l'ensemble des régions de province. De même, la région a un taux d'administration parmi les plus faibles de province pour le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ainsi que pour le ministère de l'Intérieur.

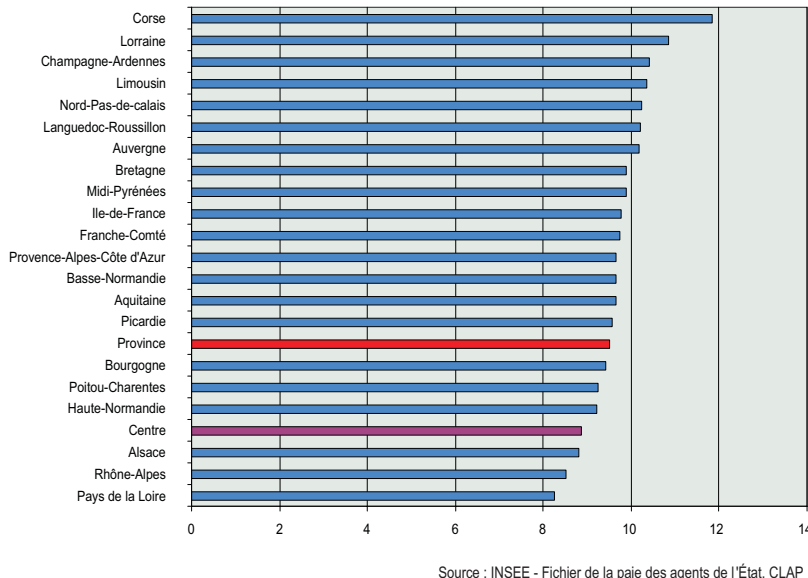
Le nombre des agents de la fonction publique d'État en baisse

Du 1^{er} janvier 1999 au 1^{er} janvier 2005, l'effectif de la fonction publique d'État a bais-

sé de 2,3 % en région Centre alors qu'il est resté stable sur l'ensemble de la province. Cette baisse s'est accompagnée d'une progression de la population moins forte en région Centre qu'en province, respectivement de 1,8 % et 3,5 % entre le 1^{er} janvier 1998 et le 1^{er} janvier 2004. Le taux d'administration de la fonction publique d'État a ainsi baissé. De même, son poids dans l'emploi régional s'est réduit, du fait de l'augmentation du nombre des emplois, de 5,2 % entre 1999 et 2005. Durant cette période, les effectifs de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ont progressé fortement, de 12,0 % dans la région. Les transferts de compétence vers les collectivités territoriales ainsi que le développement des établissements publics de coopération intercommunale (communautés d'agglomération, ...) expliquent en grande partie l'évolution du nombre des emplois publics territoriaux.

Les effectifs au sein des établissements du second degré de l'éducation nationale ont fortement diminué au cours de la période en raison de nombreux emplois jeunes arrivés à terme. Les effectifs du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, et ceux du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer ont baissé également. Toutefois, le nombre des agents des ministères de la Justice et de l'Intérieur a augmenté. Ces évolutions sont communes à l'ensemble des régions de province. En revanche, l'effectif du personnel civil du ministère de la Défense a diminué de 10 % dans la région alors qu'il a légèrement progressé en province. La part de ces agents dans l'emploi régional reste cependant légèrement plus élevée en région Centre qu'ailleurs (0,5 % contre 0,4 %).

Poids de la fonction publique d'État dans l'emploi au 1^{er} janvier 2005 (%)



Cadres et professions intellectuelles supérieures : un agent sur deux

Près de 50 % des agents de l'État appartiennent à la catégorie socioprofessionnelle des cadres et professions intellectuelles supérieures, en raison de la forte proportion de professeurs et chercheurs (plus de 42 %), qui relèvent de cette catégorie. Toutefois, sans les professeurs et chercheurs, le taux d'encadrement dans la fonction publique d'État (13,4 %) reste bien supérieur au taux d'encadrement parmi les salariés du privé (11 %) ou des fonctions publiques territoriale et hospitalière (moins de 11 %).

Plus de 88 % des professeurs et chercheurs sont employés par le ministère de l'Éducation nationale, et plus de 8 % sont

Évolution des effectifs de la fonction publique d'État du 1^{er} janvier 1999 au 1^{er} janvier 2005 (%)

	Région Centre	Province
Ensemble des ministères	- 1,3	1,1
<i>dont Éducation nationale</i>	0,2	2,4
<i>dont Économie, Finances et Industrie</i>	- 11,3	- 11,9
<i>dont Intérieur</i>	2,6	5,2
<i>dont Équipement et Logement, Transports et Mer</i>	- 4,3	- 1,6
<i>dont Justice</i>	14,9	16,4
<i>dont Défense (emplois civils)</i>	- 10,0	2,0
Enseignants des établissements de l'enseignement privé sous contrat	2,9	3,5
Établissements publics nationaux (hors établissements du second degré de l'Éducation nationale)	3,2	- 2,1
Établissements du second degré de l'Éducation nationale (agents administratifs et techniques)	- 34,9	- 28,9
Fonction publique d'État	- 2,3	- 0,1
Fonction publique territoriale	12,1	14,8
Fonction publique hospitalière	11,9	///

Sources : Fichier de la paie des agents de l'État, enquêtes COLTER, DRASS, /// non disponible

des enseignants des établissements de l'enseignement privé sous contrat. Le ministère de l'Agriculture ainsi que des établissements publics administratifs nationaux assurent aussi une fonction d'enseignement et de recherche ; ils regroupent moins de 4 % de l'effectif. Le taux d'encadrement est élevé au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ainsi qu'au ministère de la Justice, respectivement 20 % et 17,2 %. Les professions intermédiaires (notamment les instituteurs, les infirmiers, les techniciens et les agents de maîtrise) sont sous-représentées au sein du ministère de l'Éducation nationale et de celui de l'Intérieur. Près de trois agents du ministère de l'Intérieur sur quatre relèvent de la catégorie socioprofessionnelle des employés à laquelle sont notamment rattachés les brigadiers et les gardiens de la paix. Enfin, le personnel ouvrier est relativement nombreux au sein du ministère de l'Équipement, du Logement et de la Mer et parmi les agents civils du ministère de la Défense.

Six postes sur dix occupés par des femmes

En région Centre, 60 % des agents de la fonction publique d'État sont des femmes, contre 43 % des salariés du privé. Cette proportion atteint 66 % parmi l'ensemble des enseignants (professeurs, chercheurs et instituteurs). Les femmes sont toutefois minoritaires parmi les enseignants du supérieur et les chercheurs. Hors enseignants et chercheurs, plus d'un agent de l'État sur deux est une femme, proportion qui reste supérieure à

celle constatée parmi les salariés du privé. Parmi le personnel d'encadrement supérieur, les femmes sont minoritaires mais bien mieux représentées que dans le privé, respectivement 47 % et 28 % des effectifs. Au sein du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, plus de deux agents sur trois sont des femmes. En revanche, au sein du ministère de l'Équipement, du Logement et de la Mer ainsi que du ministère de la Défense, les hommes restent largement majoritaires.

Des salariés plus âgés

Plus de 24 000 agents de l'État sont âgés de 50 ans et plus, soit 30 % de l'effectif total. Cette proportion dépasse largement celle des salariés plus âgés du privé (22 %). De plus, la part des salariés de moins de 30 ans dans la fonction publique

d'État n'atteint pas 15 % alors qu'elle est supérieure à 23 % dans le privé. Un personnel relativement âgé caractérise aussi la fonction publique territoriale. L'âge moyen des agents est élevé dans les ministères où les effectifs ont diminué au cours des dernières années. Ainsi les agents des ministères de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, de l'Équipement, du Logement et de la Mer, et de la Défense (agents civils) sont plus âgés que ceux du ministère de l'Éducation nationale. Plus de 37 % des enseignants des établissements de l'enseignement privé sous contrat ont 50 ans ou plus.

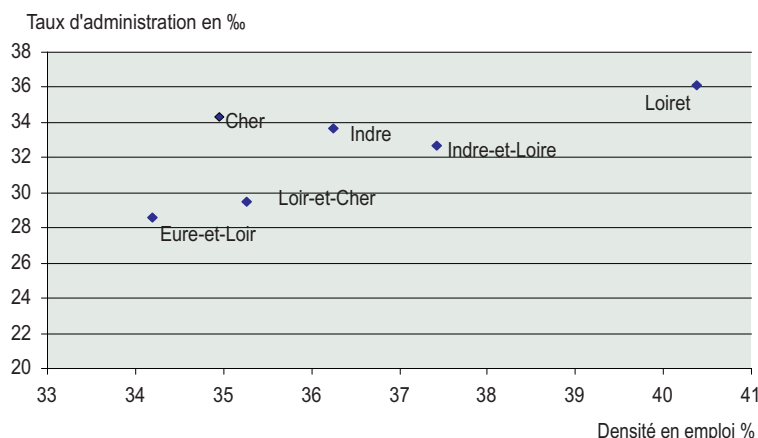
Un taux d'administration plus élevé dans le Loiret et dans le Cher

Avec 36,1 agents pour mille habitants, le Loiret a le taux d'administration de la fonction publique d'État le plus élevé de la région. Ce département riche en emploi bénéficie de l'implantation des services régionaux de l'État et d'établissements publics administratifs. Le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie y sont fortement représentés.

Dans le Cher, le poids de la fonction publique d'État dans l'emploi est assez important (9,8 %). Dans ce département plutôt pauvre en emploi, le taux d'administration est relativement élevé (34,3 ‰), avec, en particulier, une forte présence des agents du ministère de l'Intérieur et du personnel civil du ministère de la Défense.

Dans l'Indre et en Indre-et-Loire, le taux d'administration est proche de la moyenne régionale. Dans l'Indre, départe-

Taux d'administration de la fonction publique d'État et densité en emploi au 1^{er} janvier 2005



Source : INSEE - Fichier de la paie des agents de l'État, CLAP, ELP, estimations d'emploi

Les agents de la fonction publique selon la catégorie socioprofessionnelle au 1^{er} janvier 2005 (%)

	Cadres supérieurs *		Professions intermédiaires		Employés	Ouvriers	Total
	Ensemble	Dont professeurs et chercheurs (1)	Ensemble	Dont instituteurs (2)			
Fonction publique d'État	49,9	42,2	22,9	6,3	20,8	6,3	100,0
<i>dont ministères</i>	51,0	43,0	20,4	4,9	22,0	6,7	100,0
<i>dont Éducation nationale</i>	71,5	66,2	15,1	7,6	10,5	2,9	100,0
<i>dont autres ministères</i>	14,5	1,8	29,7	0,0	42,4	13,4	100,0
<i>dont Économie, Finances et Industrie</i>	20,0	///	32,0	///	47,9	0,1	100,0
<i>dont Intérieur</i>	9,0	///	14,1	///	74,7	2,1	100,0
<i>dont Équipement, Logement, Mer</i>	6,8	///	36,9	///	21,1	35,2	100,0
<i>dont Justice</i>	17,2	///	24,8	///	57,2	0,8	100,0
<i>dont Défense (personnel civil)</i>	4,6	///	39,6	///	20,7	35,2	100,0
<i>dont établissements de l'enseignement du second degré de l'éducation nationale</i>	2,2	2,1	89,2	2,8	8,5	0,1	100,0
<i>dont autres établissements publics administratifs nationaux</i>	31,1	17,0	33,3	3,2	26,4	9,1	100,0
<i>dont enseignants de l'enseignement privé sous contrat</i>	66,4	66,4	33,6	33,6	0,0	0,0	100,0
Fonction publique territoriale	10,7	///	21,8	///	62,2	5,3	100,0
<i>dont Conseils généraux</i>	10,3	///	35,1	///	53,7	0,9	100,0
<i>dont communes</i>	10,0	///	20,0	///	65,5	4,5	100,0
<i>dont organismes intercommunaux</i>	14,3	///	19,5	///	48,8	17,4	100,0
Fonction publique hospitalière	10,5	///	31,8	///	51,9	5,8	100,0
<i>dont hôpitaux publics</i>	11,6	///	34,5	///	48,1	5,7	100,0
Ensemble fonction publique	27,3	///	24,6	///	42,2	5,8	100,0
Salariés hors fonction publique	10,9	///	22,1	///	27,2	39,8	100,0
Région Centre - ensemble des salariés	14,8	///	22,7	///	30,8	31,8	100,0
Province - ensemble des salariés	15,6	///	23,3	///	31,8	29,3	100,0

* Cadres et professions intellectuelles supérieures

(1) regroupe les enseignants de l'enseignement supérieur, les chercheurs, les professeurs agrégés, certifiés ou assimilés (professeurs des écoles et PEGC)

(2) comprend aussi les professeurs des collèges et les maîtres auxiliaires

Note : les emplois aidés ne sont pris en compte

Source : INSEE - Fichier de la paie des agents de l'État, DADS

/// effectif non significatif

tement à la faible densité de population, le ministère de l'Équipement, du Logement et de la Mer, ainsi que celui de la Justice emploient un nombre d'agents assez élevé. Dans l'Indre-et-Loire, d'importants établissements publics administratifs nationaux sont implantés comme l'Université et l'INRA.

En Eure-et-Loir et dans le Loir-et-Cher, le taux d'administration est particulièrement faible (moins de 30,0 ‰). Les ministères et les établissements publics administratifs sont peu présents dans ces deux départements. Le poids de la fonction publique d'État dans l'emploi est assez réduit (8,4 ‰), alors que ces deux départements sont plutôt pauvres en emplois.

7,29 milliards d'euros au titre du budget général de l'État et des dotations aux collectivités locales

Le total des dépenses de l'État comptabilisées dans les comptes des six trésoriers-payeurs généraux de la région Centre, au titre du budget général et des dotations versées aux collectivités locales, s'élève pour l'exercice 2005 à 7,29 milliards d'euros. L'intervention financière de l'État en région traduit la mise en oeuvre de ses missions traditionnelles, d'opérations de redistribution et de transferts. Ces dépenses viennent alimenter l'économie régionale. Elles relèvent du fonctionnement comme de l'investissement.

Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, de 6 881 millions d'euros, ont augmenté de 3,5 % par rapport à 2002. Elles comprennent les dépenses de fonctionnement stricto sensu (rémunérations, achats de matériels et de fournitures, loyers et charges, travaux d'entretien...), les dépenses d'intervention publique, les charges communes (pensions, remboursements et dégrèvements d'impôts, ...).

Le premier poste est celui du ministère de l'Intérieur (1 793 millions d'euros), principalement en raison des concours versés aux collectivités locales. Leur montant, de 1 730 millions d'euros, représente désormais 25,1 % des dépenses contre 24,0 % en 2002. Vient

ensuite le ministère de l'Éducation nationale avec 1 527 millions d'euros. Ce poste comprend l'enseignement scolaire, l'enseignement supérieur et la recherche. Sa part relative évolue de 23,0 % en 2002 à 22,2 % en 2005. Les dépenses sont pour l'essentiel constituées des rémunérations versées aux agents de l'État des établissements scolaires (701 millions d'euros), des subventions aux établissements scolaires d'enseignement privé sous contrat (175 millions d'euros) et des dépenses de l'enseignement supérieur et de la recherche (161 millions d'euros). Troisième poste, les pensions brutes voient leur part relative augmenter de 19,7 % en 2002 à 21,5 % en 2005 pour un montant total de 1 476 millions d'euros.

Les dépenses d'investissement

De 410 millions d'euros en 2005, les dépenses d'investissement se sont accrues de 3,7 % par rapport à 2002. Elles sont constituées d'investissements directs effectués par l'État (83 millions d'euros), de subventions d'investissement versées aux collectivités locales et d'aides allouées au secteur privé (pour un total de 142 millions d'euros), ainsi que de dotations et compensations aux collectivités locales (185 millions d'euros). Ces dernières comprennent notamment le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

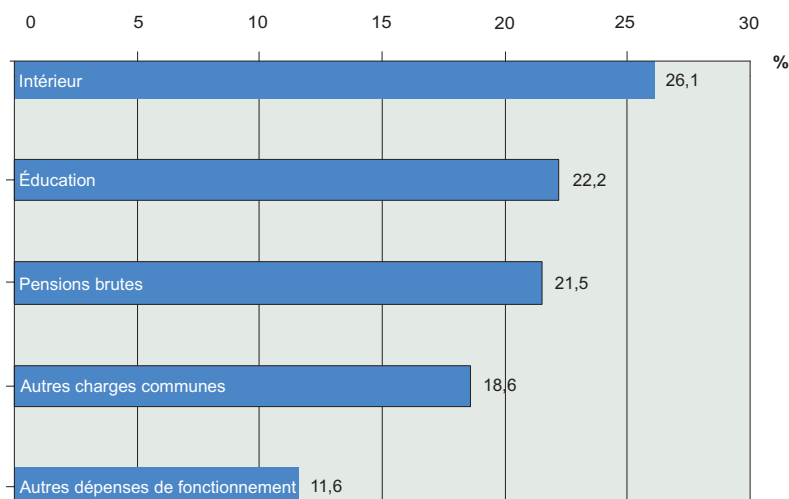
Ainsi, le premier poste de dépenses est celui du ministère de l'Intérieur, qui inclut les dotations et compensations au profit des collectivités locales : près des deux-tiers des dépenses d'investissement relèvent de ce poste.

Les concours financiers aux collectivités locales

Les concours de l'État aux collectivités locales recouvrent quatre domaines : le fonctionnement, l'équipement, les transferts de compétence et les compensations des allègements de la fiscalité locale.

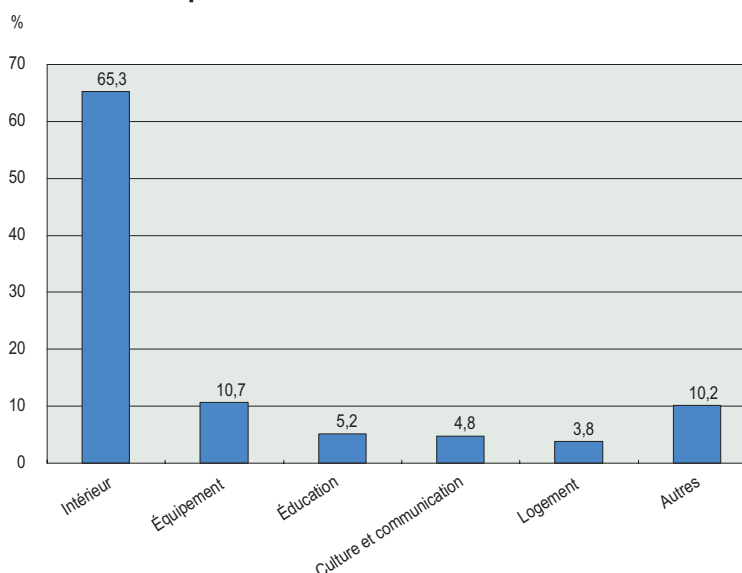
En 2005, l'ensemble des concours de l'État aux collectivités locales dépasse 1 989 millions d'euros, soit 27,3 % des dépenses de l'État en région Centre. Ces concours augmentent de 8,3 % par rapport à 2002. La dotation la plus importante est la dotation globale de fonctionnement dont le montant atteint 1 437 millions d'euros en 2005. ■

Dépenses de fonctionnement 2005



Sources : Infocentre National sur la Dépense et les Informations Associées, Trésor Public

Dépenses d'investissement 2005



Sources : Infocentre National sur la Dépense et les Informations Associées, Trésor Public

Note : le poste Intérieur comprend les dotations et compensations au profit des collectivités locales.

Pour comprendre ces résultats

La fonction publique d'État regroupe principalement les agents des ministères, dont les enseignants du premier et du second degré de l'Éducation nationale. Elle comprend aussi les agents des établissements publics administratifs nationaux, les enseignants des établissements de l'enseignement privé sous contrat et les agents des établissements d'enseignement du second degré de l'Éducation nationale (principalement le personnel administratif et technique des lycées et collèges). En région Centre, les établissements publics administratifs nationaux aux effectifs salariés les plus nombreux sont l'Agence Nationale Pour l'Emploi, l'Institut national de la recherche agronomique, les universités, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, et le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires. Dans cette étude, les personnels militaires ont été exclus de la définition de la fonction publique d'État.

Le poids de la fonction publique d'État dans l'emploi rapporte l'effectif du personnel civil de la fonction publique d'État à l'ensemble de l'emploi salarié et non salarié. Dans le cadre de cette étude, les salariés de l'agriculture sont exclus de l'emploi salarié.

Le taux d'administration de la fonction publique d'État rapporte l'effectif du personnel civil de la fonction publique d'État à la population domiciliée dans la zone d'étude.

La densité en emploi rapporte le nombre des emplois à la population domiciliée dans la zone d'étude. Le poids de la fonction publique est ainsi le produit du taux d'administration de la fonction publique dans la zone d'étude par l'inverse de la densité en emploi.

Les dépenses de l'année 2005 ont été comptabilisées par les six trésoriers-payeurs généraux de la région Centre au titre du budget général de l'État et des dotations versées aux collectivités locales. Les dépenses indiquées correspondent aux crédits de paiement mandatés ; leur paiement intervient dans la gestion 2005 ou au cours de la gestion 2006, pendant la période complémentaire. Les dépenses d'intervention ainsi que les dotations et compensations sur les produits fiscaux attribués aux collectivités locales sont décomptées. A l'exception des cotisations sociales sur pensions payées par le service des pensions de Nantes, les dépenses de l'État payées par d'autres comptables publics ou établissements ne sont pas prises en compte. Les dépenses recensées incluent les dépenses civiles du budget général, y compris la paie des fonctionnaires de l'État, les retraites civiles et militaires. Les dépenses du Ministère de la Défense ont été exclues car la zone de défense ne correspond pas au découpage administratif de la région Centre.

Sources : les dénombrements des agents de la fonction publique d'État ont été réalisés à partir de l'exploitation des fichiers de la paie des agents de l'État au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 2004. Le dénombrement des salariés hors fonction publique et celui des emplois non salariés ont été effectués à partir des sources suivantes : Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP), déclarations annuelles de données sociales (DADS), estimations d'emplois calées sur le recensement de la population de 1999. Enfin, les estimations localisées de la population calées sur le RP 1999 ont été utilisées. Les informations sur les dépenses de l'État sont extraites de l'Infocentre National sur la Dépense et les Informations Associées du Trésor Public.

Pour en savoir plus

Cette étude fait suite au dossier "Le poids de la fonction publique dans l'emploi en région Centre", réalisé dans le cadre du pôle Gestion Publique et Développement Économique. Les publications de l'Insee Centre sont disponibles sur le site internet : www.insee.fr/centre, rubrique "publications".

« L'emploi public en région », Annie Brunot-Oudali, Données sociales, la société française, édition 2006, Insee, Statistique publique.

« Les agents de l'État au 31 décembre 2002 et 2003 », Vincent Loonis et Odile Verdès, Insee résultats - société n° 50, juillet 2006.

« Rapport annuel de la fonction publique - faits et chiffres 2005-2006 », Ministère de la fonction publique, 2006.